

L'Irak, c'est juste un tour de chauffe

Interview de Noam Chomsky par V. K. Ramachandran
Frontline India
(Interview réalisée le 21 mars 2003)

IRAK

Noam Chomsky, professeur au Massachusetts Institute of Technology, fondateur de la linguistique moderne et figure de proue de l'engagement politique, est une « locomotive » du militantisme anti-impérialiste aux États-Unis. Le 21 mars 2003 est une journée typiquement 'chomskienne', combinant une intense activité politique et recherches scientifiques. Pourtant Chomsky, depuis son bureau, accorde un entretien d'une demi heure à V. K. Ramachandran sur le déclenchement des hostilités en Irak.

VK Ramachandran : Est-ce que l'agression contre l'Irak est le prolongement de la politique internationale pratiquée par les États Unis ces dernières années ou correspond-elle un nouveau stade qualitatif?

Noam Chomsky : Il s'agit bien d'une nouvelle phase. Pas sans précédent, mais incontestablement une nouvelle étape.

Il faut être bien conscient qu'il ne s'agit encore que d'un « tour de chauffe ». L'Irak est perçu comme une cible facile et totalement sans défense. On suppose, sans doute à juste titre, que la société irakienne va s'effondrer, que les troupes américaines vont investir le pays et que les États Unis vont prendre le contrôle et établir des bases militaires et le régime de leur choix. Ils pourront ensuite enchaîner vers les pays suivants, qui posent plus de difficultés. Les prochains sur la liste pouvant être la région des Andes, ou l'Iran, ou d'autres encore.

Ce tour de chauffe est effectué dans le but d'expérimenter puis d'instaurer ce que les États-Unis appellent une « nouvelle norme » dans les relations internationales : celle de la « guerre préventive » (Vous remarquerez que les nouvelles normes sont instaurées uniquement par les États Unis). Ainsi, par exemple, lorsque l'Inde a envahi l'est du Pakistan pour mettre un terme à d'épouvantables massacres, elle n'a pas institué une nouvelle norme de l'intervention humanitaire, parce qu'elle a le tort de ne pas être du côté du bien, et qu'en outre, les États-Unis s'étaient vigoureusement opposés à cette action.

La guerre en Irak n'est pas une guerre de défense anticipée ('pre-emptive') et la différence est considérable. Une telle guerre a un sens ; pour l'illustrer, si des avions survolent l'Atlantique avec comme objectif de bombarder les États-Unis, ces derniers ont le droit de les abattre avant même qu'ils ne larguent leurs bombes et sont autorisés à riposter contre les bases aériennes d'où proviennent ces bombardiers. La guerre pré-emptive est une réponse à une attaque imminente ou en cours.

La doctrine de guerre *préventive* est totalement différente ; elle sous-entend que les États-Unis et eux seuls ont le droit d'attaquer n'importe quel pays qu'ils estiment potentiellement dangereux pour eux.

Si les États-Unis déclarent, pour quelque raison que ce soit, que quelque pays que ce soit, à un moment donné, peut constituer une menace, alors ils sont en droit de l'attaquer.

La doctrine de guerre préventive a été explicitement exposée dans le rapport sur la stratégie nationale en matière de sécurité paru en septembre 2002. Ce rapport a fait frémir le monde entier, y compris l'*establishment* américain, au sein duquel l'opposition à la guerre est inhabituellement forte.

Le rapport sur la stratégie nationale de sécurité indique clairement que les États-Unis vont dominer le monde par la force, le seul domaine où ils règnent en maître absolu. En outre, cette domination s'exercera pour une durée illimitée, car à l'émergence d'une potentielle menace à cette position dominante des États-Unis, ils l'élimineront avant même qu'elle ne devienne réelle.

La guerre en Irak est la première mise en application de cette doctrine. Si elle est menée à bien suivant les termes de la nouvelle norme, ce qui sera probablement le cas au regard du peu de moyens défensifs de la cible visée, alors les juristes internationaux et les intellectuels occidentaux, entre autres, vont commencer à parler d'une nouvelle norme dans les affaires internationales. Il est primordial pour un pays qui souhaite dominer le monde par la force dans un avenir prévisible d'ériger une telle norme.

Cela n'est pas sans précédent mais reste extrêmement rare. Je mentionnerai juste l'un de ces précédents, pour montrer à quel point le spectre est étroit. En 1963, Dean Acheson, qui était un homme d'état chevronné très respecté ainsi qu'un vétéran parmi les conseillers de l'administration Kennedy, a fait une allocution importante devant l'American Society of International Law, dans laquelle il justifiait l'attaque des États-Unis contre Cuba. Le raid opéré par le gouvernement de l'époque sur Cuba rentrait dans le champ du terrorisme international à grande échelle et de la guerre économique. Le moment choisi était judicieux – juste après la crise des missiles, alors que le monde avait frôlé une guerre nucléaire terminale. Dans son discours, Acheson affirmait plus ou moins en ces termes qu'« aucune question de légalité ne se pose lorsque les États-Unis répondent aux contestations de leurs orientations, leur prestige ou leur autorité ».

C'est également l'un des principes de la doctrine Bush. Bien que Acheson ait été un homme politique important, sa prise de position n'avait pas été la politique officielle du gouvernement dans la période d'après guerre. Elle l'est devenue, et la guerre en Irak en est la première illustration. Cette dernière a comme objectif de fournir un précédent pour le futur. De telles « normes » sont établies quand une puissance occidentale passe à l'action, pas quand d'autres agissent. Attitude inhérente au racisme ancré dans la culture occidentale, prenant ses racines si profondément dans des siècles d'impérialisme qu'il en est inconscient.

Aussi je pense que cette guerre est une nouvelle phase importante de la politique internationale, et avait d'ailleurs comme objectif de l'être.

VK Ramachandran : Est-ce également une nouvelle phase dans le sens où les États-Unis n'ont pas réussi à convaincre d'autres pays d'y prendre part ?

Noam Chomsky : Ca n'est pas nouveau. Lors de la guerre du Vietnam, par exemple, les États-Unis n'avaient même pas essayé d'obtenir un soutien international. Néanmoins, vous avez raison dans ce cas précis, où il est inhabituel de voir le monde ne pas céder à la pression exercée par les États-Unis qui pour des raisons politiques étaient obligés de forcer les autres pays à accepter ses conditions. Habituellement, le monde se soumet.

VK Ramachandran : S'agit-il alors d'un « échec diplomatique » ou d'une redéfinition même de la diplomatie ?

Noam Chomsky : Je ne parlerais même pas de diplomatie. C'est un échec de la coercition. Vous pouvez le comparer avec la première guerre du golfe. Lors de cette guerre, Les États-Unis ont contraint le Conseil de Sécurité à adopter leurs orientations, bien qu'une grande partie du monde s'y soit opposée. L'OTAN a suivi les États-Unis, et le seul pays du Conseil de Sécurité qui ait refusé de se soumettre – le Yémen – a été immédiatement et lourdement sanctionné.

Dans tout système légal pris au sérieux, les jugements sous la contrainte n'ont pas de valeur, mais dans les affaires internationales gérées par le dominant, ces jugements sont valables – c'est ce qu'on appelle la diplomatie.

Ce qui est remarquable dans la guerre en cours, c'est le refus d'obéir à la contrainte. Certains pays – la plupart d'entre eux en fait – ont fermement défendu la position exprimée par la majorité de leur population.

Le cas le plus remarquable est celui de la Turquie. La Turquie est un pays exposé aux punitions et récompenses délivrées par les États Unis. Cependant, le nouveau gouvernement, et ce je pense à la surprise générale, a suivi l'opinion de 90% de sa population. La Turquie est sévèrement condamnée pour cette raison, tout comme la France et l'Allemagne sont sévèrement critiquées parce qu'elles ont adopté la position d'une majorité écrasante de leurs populations. Les pays couverts d'éloges aux États-Unis, comme l'Espagne et l'Italie, sont ceux dont les présidents ont accepté de suivre les ordres de Washington en dépit de l'opinion de leur population à 90% opposée à la guerre.

Ceci aussi, c'est nouveau. Je ne me souviens pas d'une autre situation où la haine et le mépris pour la démocratie aient été aussi ouvertement proclamés, pas seulement par le gouvernement, mais également par des commentateurs libéraux par exemple. Il existe maintenant une pléiade d'ouvrages tentant d'expliquer pourquoi la France, l'Allemagne, la soi-disant « vieille Europe », la Turquie et ceux qui refusent de céder aux pressions américaines tentent de déstabiliser les États-Unis. Ces donneurs de leçon ne peuvent concevoir que ces pays agissent de la sorte parce qu'ils croient en une démocratie où les gouvernements doivent écouter leur population lorsqu'une large majorité exprime une opinion.

C'est du mépris réel pour la démocratie, comme ce qui est arrivé aux Nations Unies est une marque de mépris total du système international. Il y a même aujourd'hui des appels lancés – entre autres par le *Wall Street Journal* et des membres du gouvernement – pour dissoudre les Nations Unies.

La peur des États-Unis de par le Monde est extraordinaire. Elle est tellement profonde qu'elle fait maintenant l'objet de débats dans les Médias traditionnels. *Newsweek* consacre la première de couverture de son prochain numéro à la question « pourquoi le monde a tellement peur des États-Unis ? » . Il y a quelques semaines de cela, le *Washington Post* traitait du même thème en couverture.

Bien entendu, c'est le monde qui est en tort, et certes il y a des choses qui ne vont pas dans le monde et qu'il nous faut identifier.

VK Ramachandran : L'idée selon laquelle l'Irak représente un quelconque danger réel et effectif aujourd'hui, est évidemment sans aucun fondement.

Noam Chomsky : Personne n'accorde la moindre attention à cette accusation, sauf la population des États-Unis, ce qui est évidemment intéressant.

Au cours des derniers mois, et cela est très visible dans les sondages, la propagande médiatique et gouvernementale a été extraordinairement efficace. Les sondages d'opinion internationaux montrent que le soutien à la guerre était plus élevé aux États-Unis que dans d'autres pays. Un résultat trompeur cependant car en regardant de plus près on s'aperçoit que les États-Unis se démarquaient du reste du monde sur un autre sujet. Depuis septembre 2002, les États-Unis sont le seul pays du monde où 60% de la population croit que l'Irak est une menace imminente – croyance que ne partagent pas d'autres populations même au Koweït ou en Iran. En outre, environ 50% de la population des États-Unis est persuadé aujourd'hui que l'Irak est responsable de l'attaque sur les tours du World Trade Center. Cette croyance est née en septembre 2002. Après l'attaque du 11 septembre 2001, seulement 3 % de la population croyait en une responsabilité de l'Irak dans les attentats. La propagande de l'alliance médias – gouvernement a réussi à amener ce chiffre à 50%.

Car si les gens sont sincèrement convaincus que l'Irak a mené des opérations terroristes contre les États-Unis et prévoit de recommencer, bien évidemment, ils soutiendront la guerre.

Cette croyance est donc apparue en septembre 2002, lorsque la campagne médias - gouvernement ainsi que la campagne pour les élections de mi-mandat ont démarré aux États-Unis. L'administration Bush aurait été battue à plates coutures aux élections si les problèmes économiques et sociaux avaient été portés sur le devant de la scène, mais elle a réussi à occulter ces questions derrière des problèmes de sécurité – et les gens se sont réfugiés sous l'ombre du pouvoir.

Le pays a été gouverné exactement de la même manière dans les années 80. Rappelez-vous que les membres de l'administration actuelles sont quasiment les mêmes que ceux de l'administration Reagan et Bush père. En plein milieu des années 80, ils ont mené des politiques intérieures aux conséquences catastrophiques pour la population. Politiques auxquelles celle-ci était d'ailleurs opposée, comme l'ont montré de nombreux sondages d'opinion,

Mais l'administration de l'époque a réussi à garder le contrôle en terrorisant la population. Ainsi, l'armée du Nicaragua était-elle à deux jours de marche du Texas, prête à conquérir les États-Unis, et la base aérienne située à Grenade allait servir d'aire de décollage russe pour bombarder les États-Unis. Chaque année, le même flot de raisons plus absurdes l'une que les autres. L'administration Reagan avait même instauré l'état d'urgence national en 1985 en réponse à la menace pour la sécurité des États-Unis que représentait le gouvernement du Nicaragua.

Un observateur depuis la planète Mars ne saurait s'il faut en rire ou en pleurer.

L'administration Bush fait exactement la même chose aujourd'hui, et va probablement opérer de façon similaire pour les campagnes présidentielles. Elle aura besoin d'un nouveau dragon à terrasser, car si elle laisse les questions de politique intérieure émerger, elle court à sa perte.

VK Ramachandran : Vous avez écrit que cette agression guerrière aura de graves répercussions sur le terrorisme international et la menace de guerre nucléaire.

Noam Chomsky : Je ne revendique pas la paternité de cette idée. Je m'en réfère simplement à la CIA, aux autres agences de services secrets et à pratiquement tous les spécialistes en matière de relations internationales et de terrorisme. L'administration des Affaires Étrangères, celle de la politique extérieure, l'étude menée par l'American academy of Arts and sciences et la Commission spéciale d'enquête Hart-Rudman sur les menaces terroristes pesant sur les États-Unis, tous s'accordent pour dire que cette guerre en Irak va vraisemblablement renforcer le terrorisme et la prolifération d'armes de destruction massive.

La raison en est simple : En partie par vengeance, mais aussi simplement pour se protéger.

Il n'existe aucun autre moyen d'auto-défense contre une attaque des États-Unis. Finalement, les États-Unis ont été très clairs sur ce point et donnent une leçon profondément ignoble au Monde. Comparez la Corée du Nord avec l'Irak. L'Irak est un pays faible et sans défense; il est en réalité le régime le plus fragile de la région. Même si à sa tête règne un monstre cruel, l'Irak ne représente une menace pour aucun autre pays. Par contre, la Corée du Nord est une menace réelle.

Mais la Corée du Nord n'est pas attaquée pour une raison évidente : elle possède des armes de dissuasion nucléaire. Une batterie de missiles sont pointés sur Séoul, et si les États-Unis attaquent la Corée du Nord, cette dernière peut rayer de la carte une grande partie de la Corée du Sud.

En fait, les États-Unis s'adressent de la manière suivante aux autres pays du monde : « si vous êtes sans défense, nous vous attaquerons quand nous le déciderons, mais si vous avez des armes de dissuasion, nous nous retirerons, parce que nous n'attaquons que des cibles sans défense. » En d'autres termes, les États-Unis incitent les autres pays à développer leur réseau terroriste et des armes de destruction massive ou toute autre arme de dissuasion, sans quoi, ces derniers pourraient s'exposer à une « guerre préventive » Pour cette seule raison, la guerre en Irak est susceptible d'accentuer la prolifération non seulement du terrorisme mais également des armes de destruction massive.

VK Ramachandran : Selon vous, comment les États-Unis vont-ils gérer les conséquences humaines – et humanitaires - de la guerre ?

Noam Chomsky : Personne ne le sait, bien évidemment. C'est pourquoi les honnêtes gens n'ont pas recours à la violence – simplement parce que personne ne sait qu'elles seront les conséquences d'une guerre. Les organisations humanitaires et médicales qui travaillent en Irak ont souligné que les répercussions peuvent être désastreuses. Tout le monde espère que ce ne sera pas le cas, mais le conflit pourrait avoir une grave incidence sur des millions de personnes. Utiliser la violence, même quand la possibilité existe, est un acte criminel. La catastrophe humanitaire était déjà une réalité avant que la guerre ne soit déclenchée. Selon de prudentes estimations, dix années de sanctions économiques ont tué des centaines de milliers de personnes. S'il existait la moindre honnêteté dans l'administration américaine, elle dédommagerait l'Irak en premier lieu pour ce que ces sanctions ont causé. La situation était identique lors des bombardements sur l'Afghanistan, dont nous avons tous deux parlé à l'époque. Il était évident alors que les États-Unis n'enquêteraient pas sur les conséquences de ces bombardements.

VK Ramachandran : et n'engageraient aucun moyen financier nécessaire aux réparations.

Noam Chomsky : oh non. D'abord, la question n'est pas posée, et personne n'a la moindre idée de ce qu'ont été les dégâts provoqués par les bombardements dans une grande partie du pays. Ensuite, aucune subvention n'est dégagée. Finalement, l'événement sort de l'actualité et plus personne n'y prête attention. En Irak, Les États-Unis vont mettre en scène le spectacle de la reconstruction humanitaire et mettre en place un régime qu'ils qualifieront de démocratique, dans le sens où il obéira aux ordres de Washington. Puis ils se moqueront de ce qui peut se passer ensuite, et passeront au pays suivant.

VK Ramachandran : De quelle manière cette fois encore les médias ont-ils endossé leur uniforme de petit soldat de la propagande ?

Noam Chomsky : En réalité les médias mènent la danse des supporters autour de l'équipe nationale. Ce que fait CNN est répugnant – et le constat est identique dans tous les autres médias. C'est prévisible en temps de guerre : ils sont aux ordres du pouvoir.

L'organisation du battage publicitaire dont a bénéficié la guerre est aussi fort intéressante. Que la propagande gouvernement – médias ait réussi à convaincre la population que l'Irak est non seulement un danger imminent mais également responsable des attentats du 11 septembre est une prouesse spectaculaire, accomplie, comme je l'ai indiqué auparavant, en quatre mois. Si vous interrogez des médias à ce sujet, ils répondront « mais enfin, nous n'avons jamais dit cela » et c'est vrai, ils ne l'ont jamais dit. L'affirmation selon laquelle l'Irak allait envahir les États-Unis ou portait la responsabilité des attaques du 11 septembre n' a jamais été lancée. Elle a simplement été instillée, au goutte à goutte, dans l'esprit du public qui a fini par y croire.

VK Ramachandran : Pourtant, l'opposition est forte. Malgré toute la propagande, malgré le dénigrement des Nations Unies, la partie est loin d'être gagnée pour le gouvernement des États-Unis.

Noam Chomsky : Difficile à dire. L'ONU est dans une position délicate et les États-Unis voudront peut-être la démanteler. Je ne pense qu'ils iront jusque là, mais ils voudront pour le moins l'affaiblir ; Quelle utilité peut elle avoir si elle désobéit aux ordres de Washington ?

VK Ramachandran : Noam, vous observez les mouvements de résistance à l'impérialisme depuis longtemps déjà - Vietnam, Amérique Centrale, la première Guerre du golfe. Quelles sont vos impressions sur le caractère, ample et profond de la protestation actuelle contre l'agression en Irak ? L'extraordinaire mobilisation sur toute la planète est très encourageante.

Noam Chomsky : Entièrement d'accord ; Il n'y a tout simplement rien de comparable. L'opposition à travers le monde est énorme et sans précédent, même au cœur des États-Unis. Hier, par exemple, je participais aux manifestations dans le centre de Boston, aux alentours du terrain communal. Ce lieu de rassemblement m'est familier. Ma première intervention publique lors d'une manifestation organisée à cet endroit s'est déroulée en octobre 1965. Quatre ans après les premiers bombardements américains sur le Vietnam. La moitié du Vietnam du Sud avait été détruit et la guerre se propageait dans le Vietnam du Nord. A l'époque, nous n'avions alors pas pu manifester en raison d'agressions contre le cortège, principalement commises par des étudiants avec le soutien de la presse et de la radio libérales, qui dénonçaient ces femmes et ces hommes osant protester contre une guerre américaine.

Mais contre l'agression en Irak il y a eu un fort mouvement de protestation avant que la guerre ne soit officiellement déclarée qui s'est manifesté de plus belle le jour où elle a commencé – sans qu'aucun contre-manifestant n'intervienne. Ce qui constitue une différence fondamentale. Et sans le facteur « Peur » que j'ai évoqué auparavant, l'opposition à la guerre serait bien plus importante.

Le gouvernement américain sait qu'il ne peut pas mener une guerre longue et destructrice comme au Vietnam ; la population ne le tolérerait pas.

Il n'y qu'une seule façon de mener une guerre aujourd'hui : En premier lieu, choisir un ennemi beaucoup plus faible que soi, de préférence sans défense. Dans un deuxième temps, au travers du système de propagande, faire apparaître la cible comme un agresseur potentiel ou une menace imminente. Enfin, l'emporter très rapidement sur le champ de bataille. La divulgation d'un document important de la première administration Bush de 1989 a permis de découvrir le mode d'emploi d'une guerre telle que conçue par les États-Unis. Il y est écrit que les États-Unis doivent combattre contre des ennemis bien plus faibles, et que la victoire doit être rapide et décisive pour ne pas éroder le soutien de l'opinion publique.

Cela n'a plus rien à voir avec les années 60, où une guerre pouvait durer des années sans aucune opposition.

De bien des façons et dans beaucoup de domaines, l'action militante à partir des années 60 a rendu une grande partie du monde, y compris les États-Unis, bien plus proche d'une humanité digne de ce nom.